

Ville de Castelnaudary
Service Occupation
du Domaine Public

Opération 2026-0249

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

ARRETE DU MAIRE CD - N° 2026 - 328

AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC

TRAVAUX - 34 RUE DES CAVES

- Autorisation du 1er, 2ème et 3ème groupe
 Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1er et 2ème et L 2213-6,
Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,
Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation demandée par

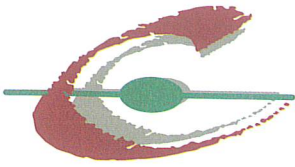
Pétitionnaire MARTIN TONY - ENT MTS	Entreprise chargée des travaux MARTIN TONY - ENT MTS
Adresse 34 RUE DES CAVES 11400 CASTELNAUDARY	Adresse 34 RUE DES CAVES
Date de la demande 26/03/2026	
Lieu d'intervention 34 RUE DES CAVES	
Description des travaux REALISATION DE DALLE BETON CAVE ET GARAGE	11400 CASTELNAUDARY
Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol	Téléphone 06 14 28 02 74
	Indicatif pour les pays étrangers
	Fax
	Courriel tonymartin.mts@gmail.com
Début et fin des travaux du 07/04/2026 au 14/04/2026	

est accordée aux conditions mentionnées ci après

Mesures règlementaires

La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur. Les travaux devront être conformes au règlement de voirie. Si déplacé, à l'issue des travaux, le mobilier urbain devra être remis en place conformément à son positionnement initial. Ne rien rejeter de solide (débris issus des travaux ou autre) dans les réseaux. Toutes les eaux de lavage devront être filtrées. Ne rien dégrader, laisser la zone propre. Si cela s'avère nécessaire le revêtement et la structure de la zone utilisée sur le domaine public devront être repris.

Commentaires



Ville de Castelnaudary

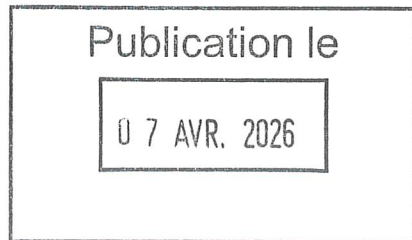
Article 2 : les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet, M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Fait à Castelnaudary le jeudi 2 avril 2026



Le Maire Adjoint



Jean François VERONIN-MASSET